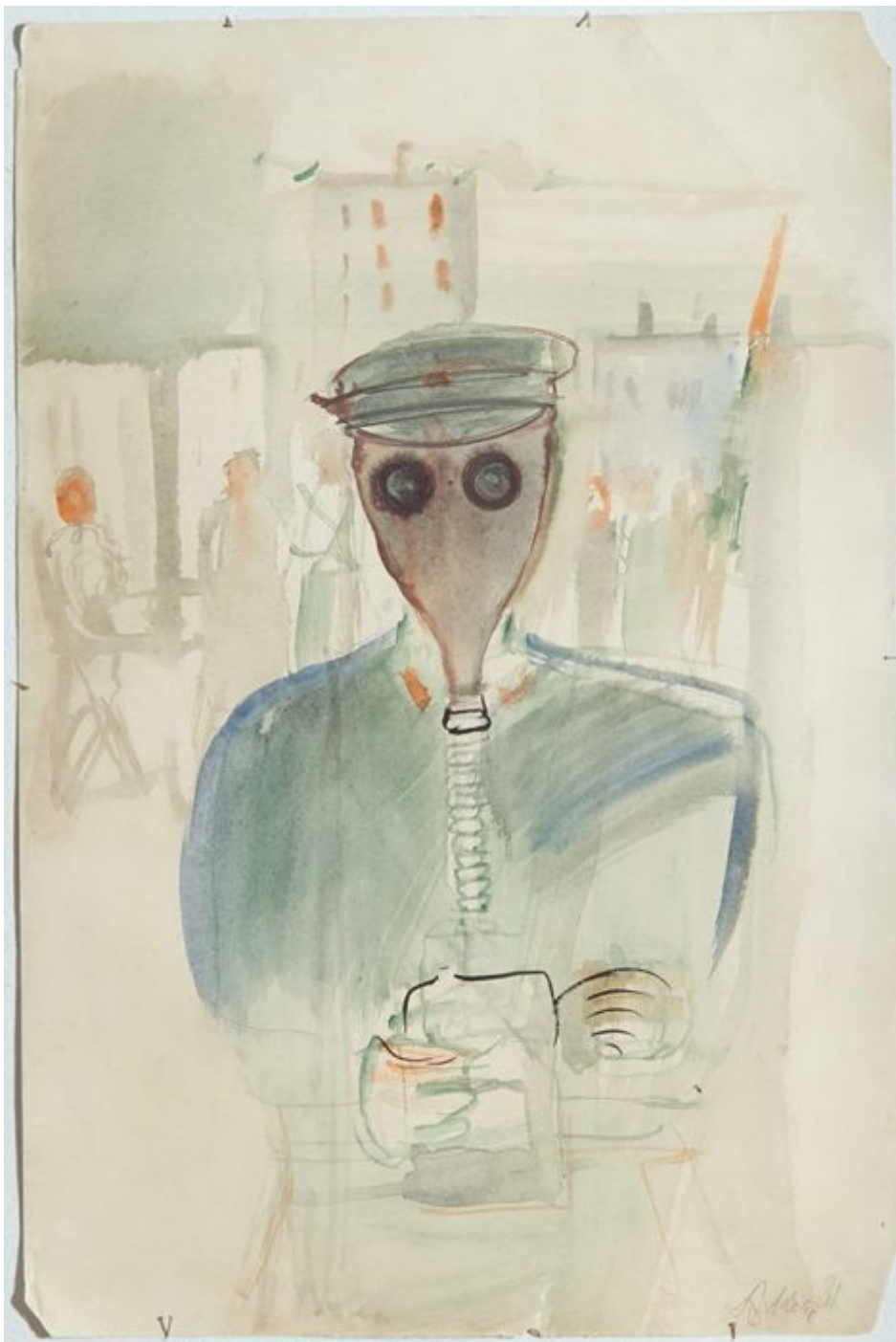


La colère monstrueuse des des armes: Le trente-quatrième lettre d'information (2018)



Chers amis, chères amies,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

« Nous sommes en train de perdre la lutte contre la famine », a **déclaré** Mark Lowcock, sous-secrétaire général des Nations unies pour les affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence, devant le Conseil de sécurité des Nations unies le 21 septembre dernier. Il parlait du Yémen, qui a été bombardé par la colère monstrueuse des armes saoudiennes et émiraties à partir de mars 2015.

Lise Grande, la Coordinatrice humanitaire des Nations Unies, s'est ralliée à cet avis, **affirmant** qu'« il n'y a pas d'autre endroit dans le monde où les gens souffrent autant ». Les faits sont accablants. Les trois quarts de la population ont désespérément besoin d'une assistance de base, plus de deux millions de Yéménites sont déplacés à l'intérieur du pays et plus de la moitié des 28 millions d'habitants du pays ont besoin d'une aide médicale. Les chiffres », dit Grande, « sont presque impossibles à saisir ». Un enfant yéménite meurt toutes les dix minutes. Le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a **qualifié** les enfants yéménites de « débris innocents de ce conflit ».

Cette guerre est l'idée du prince héritier d'Arabie Saoudite – Mohammed Bin Salman – qui a misé son prestige sur une victoire saoudienne. L'Arabie saoudite a déclaré qu'elle était allée à la guerre pour vérifier les ambitions iraniennes dans la péninsule. Il n'y avait et il n'y a aucune preuve d'influence iranienne au Yémen, ni d'approvisionnement militaire iranien pour les groupes yéménites que l'Arabie saoudite veut annihiler. Puisque la raison de la guerre est illusoire, il est impossible pour l'Arabie saoudite de savoir quand elle a gagné – si votre ennemi est un fantôme, comment savez-vous que le fantôme a été vaincu ?

Les allégations de crimes de guerre ont fait légion, avec de nombreuses attaques contre des civils – bombardements d'hôpitaux, d'écoles, de marchés et de mariages. Dans un éditorial, *l'Irish Times* **qualifie** cette guerre de « mise en accusation honteuse des puissances mondiales ». La déclaration est acerbe parce que les États-Unis et le Royaume-Uni continuent de réapprovisionner les gouvernements saoudien et émiratis en armes qui sont utilisées dans cette guerre.

La morale ne joue aucun rôle ici. Le président américain Donald Trump a rejeté tout gel des ventes d'armes à l'Arabie saoudite, même après qu'il soit devenu évident que les Saoudiens avaient assassiné le journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Les États-Unis sont le plus grand trafiquant d'armes au monde et l'Arabie saoudite est son plus gros acheteur (vingt pour cent des ventes d'armes américaines sont destinées au royaume). Entre 2008-2012 et 2013-2017, les ventes d'armes américaines à l'Arabie saoudite ont augmenté de 448%. Il n'est pas étonnant que le secrétaire d'État américain Mike Pompeo se soit assis avec Mohammed Bin Salman et ait refusé de parler du meurtre de Khashoggi, puis se soit précipité en Turquie pour dire au gouvernement turc de renoncer à exiger une enquête sur ce meurtre (qui a eu lieu sur le sol turc). Ni les États-Unis ni le gouvernement britannique n'ont envie de mettre fin à leurs ventes d'armes à l'Arabie saoudite.

Khashoggi avait peu de désaccord fondamental avec le régime saoudien. Il avait soutenu la guerre saoudienne contre le Yémen au motif que l'Arabie saoudite devait combattre l'Iran, mais l'année dernière a été découragé par la façon dont la guerre avait entaché la réputation du royaume. C'était une critique modérée. Néanmoins, toute critique est interdite par le régime, qui a brutalement assassiné Jamal Khashoggi. Pour en savoir plus à ce sujet, veuillez consulter ma **chronique**.

Le **compte** Twitter des prisonniers d'opinion sur Twitter fait état de la profondeur de la version saoudienne de Guantanamo – les centaines de journalistes, intellectuels et militants saoudiens qui disparaissent dans les donjons du royaume. Très peu d'attention est accordée à cette question. Parmi les personnes incarcérées figurent des militantes des droits des femmes – Amal al-Harbi, Aziza al-Yousef, Eman al-Nafjan, Hatoon al-Fassi, Loujain al-Hathloul, Mayaaa al-Zahrani, Nassima al-Sadah, Nouf Abdelaziz et Samar Badawi. Cet été, Ravina Shamdasani, de l'ONU, a **dit** au sujet de la plupart de ces femmes : « On ignore où elles se trouvent ».

Le tableau ci-dessus est de l'artiste soviétique Alexander Labas, 'Wearing a Gas Mask' (1931). Le titre de ce bulletin fait écho à un vers du poème de guerre de Wilfred Owen, *Anthem for Doomed Youth* (1917). Labas et Owens ont été endommagés par la violence de la Grande Guerre de 1914-1918. Ce genre de violence est répétée aujourd'hui contre le Yémen.



Il est impossible de croire que le Brésil reviendrait à une dictature militaire. Mais, si l'extrême droite Jair Bolsonaro remporte le second tour des élections à la présidence du pays le 28 octobre, l'odeur d'une dictature pourrait être détectée. Dans une entrevue importante, le leader du MST, João Pedro Stedile, a **déclaré** que l'élection au Brésil n'est pas seulement une élection entre deux candidats, mais un concours entre deux projets – celui de la bourgeoisie, qui s'est rassemblée autour de Bolsonaro, et celui du peuple, qui ne s'est pas encore pleinement réuni autour du candidat Fernando Haddad. Le professeur Monica Bruckmann, qui enseigne à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, m'a dit qu'une victoire de Bolsonaro signifierait « une régression vers les jours les plus sombres des gouvernements autoritaires au Brésil et en Amérique latine » (voir mon **article** dans *The Hindu* de ce jeudi).

« #EleNão », « #PasLui », disent un grand nombre de brésiliens. Ils parlent de Bolsonaro. Certains sondages ont commencé à montrer que Haddad obtient de plus en plus de soutien. La corruption au sein du camp

Bolsonaro causera peut-être sa perte. Ce n'est que dans la soirée du 28 octobre que l'on saura si cette hausse des sondages peut se produire assez rapidement.

La photo ci-dessus, tirée d'une marche sous le slogan « Not Him, » a été prise par Tuane Fernandes de Ninja Media.

La violence à l'encontre des gens ordinaires qui soutiennent le Parti des travailleurs est choquante. Cela a un effet paralysant pour la société. C'est le même genre de violence qui est devenue courante contre les dirigeants des habitants des bidonvilles de l'Afrique du Sud. Celina della Croce, coordinatrice de notre institut, a **interviewé** l'un des dirigeants des habitants – S'bu Zikode. Cela vous donne une idée de la résilience des gens. C'est le même genre d'attitude qu'il y a au Brésil: ne pas se laisser marcher dessus.



En 1992, l'ancien employé du gouvernement américain Francis Fukuyama a écrit un livre marquant – The End of History. Fukuyama argumentait que le conflit idéologique majeur de l'ère précédente avait pris fin, que le libéralisme à l'américaine avait gagné la guerre froide et que « la démocratie libérale occidentale » était la « forme finale du gouvernement humain ». Récemment, Fukuyama a jeté un regard en arrière sur les dernières décennies, réfléchi sur la montée en puissance d'« hommes forts » tels que Donald Trump et s'est retiré de ses déclarations audacieuses faites lors de l'effondrement de l'URSS. Un journaliste britannique lui a posé une question sur le retour du mouvement socialiste en Occident. La **réponse** de Fukuyama mérite d'être soulignée:

« Si vous voulez parler de programmes de redistribution qui tentent de corriger ce grand déséquilibre des revenus et de la richesse qui est apparu, alors oui, je pense que non seulement il peut revenir, mais il devrait revenir. Cette période prolongée, qui a commencé avec Reagan et Thatcher, au cours de laquelle un certain nombre d'idées sur les avantages des marchés non réglementés se sont répandues, a eu, à bien

des égards, un effet désastreux. »

Les remarques de Fukuyama devraient faire réfléchir ceux qui sont entrés dans l'après-guerre froide avec l'arrogance qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme monopoliste. Telle est l'humeur du Forum économique mondial – plus familièrement connu sous le nom du lieu où il se tient, Davos. La réunion annuelle de 1991 à Davos avait un thème révélateur – La nouvelle orientation du leadership mondial. Après la crise financière mondiale de 2007-08, le thème de Davos en 2009 était « Façonner le monde après la crise ». En 1991, on était d'avis que le Groupe des Sept (G7) dirigerait un monde de partisans et – même après une crise majeure du néolibéralisme – c'était le même Comité pour gérer le monde qui revendiquait cette responsabilité.

Ce Fukuyama dit que le socialisme » devrait revenir » devrait nous conduire à une réflexion sérieuse sur le socialisme de notre temps. C'est l'une des tâches principales du Tricontinental: étudier les contraintes du présent et proposer des solutions pour une vie future et la transformation vers un système que nous appelons socialisme. Récemment, le magazine *Red Pepper* (Royaume-Uni) m'a **interviewé** sur le travail de l'Institut. Une partie de notre travail consiste à récupérer le pouvoir d'imaginer des alternatives au système mondial. Ce travail est profondément enraciné dans notre propre conception de la recherche:

« Notre conception de la recherche est quelque peu idiosyncrasique. Nous croyons que la capture néolibérale des institutions académiques a desséché l'idée de la recherche. Les boursiers sont formés pour lire la documentation, y déceler les lacunes et les combler par leurs études. Ces types d'études sont ensuite publiés dans des revues à » facteur d'impact élevé « , qui aident à bâtir des carrières. Ce qui reste ici, ce sont les questions qui sont posées par les mouvements. Nous adoptons un point de vue différent. Nous croyons que les mouvements, en lutte, révèlent les contradictions de notre système social. Ces contradictions sont elles-mêmes des questions auxquelles la recherche doit répondre. C'est l'émergence de ces contradictions, plutôt que les lacunes de la littérature, qui mènent à nos questions de recherche. Nous tenons à rechercher ces contradictions et à accumuler des connaissances qui seraient ensuite utiles aux mouvements qui continuent à pousser contre ces contradictions et à écrire l'histoire. »

Nous sommes dans une » bataille d'idées « , un terme développé par Fidel Castro dans les années 1990. Nous pensons que nous devons intervenir sous diverses formes pour faire entendre notre point de vue contre un appareil d'État idéologique hostile. Cela fait partie de notre défi: nous assurer que nous comblons le fossé grandissant entre les intellectuels et les mouvements – de faire connaître les points de vue des mouvements aux communautés intellectuelles et de faire connaître les points de vue des intellectuels à nos mouvements.

Au fur et à mesure que notre travail se développe, nous espérons qu'il pourra contribuer à amplifier le travail des mouvements politiques et de la société (comme dans notre récent **dossier** sur le Kerala) ainsi qu'à développer de nouvelles façons d'imaginer l'avenir. Jipson John et Jitheesh PM, boursiers du Tricontinental, ont **interviewé** l'économiste Jean Dreze, qui fait justement valoir ces points. Jipson et Jitheesh ont interrogé Jean Dreze sur la profession d'économiste. Voici: ce que Jean leur a dit:

« Je ne m'intéresse pas à l'économie du développement en tant que telle, mais au développement au sens large, à l'expansion des libertés humaines. Compte tenu de cet intérêt, l'économie semblait être une

discipline importante à étudier. Les autres sciences sociales le sont aussi, mais elles sont plus facilement autodidactes que l'économie. J'ai donc étudié l'économie, en commençant à la dure par l'économie mathématique, puis en m'orientant vers l'économie publique, l'économie du développement et maintenant un intérêt plus pratique que théorique pour le développement.

En fin de compte, j'ai des sentiments mitigés au sujet de l'économie ou plutôt de l'économie en général. D'une part, il s'agit d'une discipline sophistiquée et il y a beaucoup à apprendre d'elle si nous étudions l'économie de façon critique.

Il y a beaucoup d'érudits brillants dans la profession et beaucoup de bonnes personnes aussi. D'autre part, l'étude de l'économie s'accompagne d'un certain degré d'endoctrinement, basé non pas tant sur ce qui est dit que sur ce qui ne l'est pas.

Par exemple, il est possible de passer tout un doctorat en économie sans jamais entendre parler de choses comme la classe, la caste, l'exploitation, la guerre, la propagande, le pouvoir des entreprises et d'autres sujets qui sont essentiels pour comprendre l'économie et la société actuelles.

Bien sûr, il existe une littérature économique spécialisée sur chacun de ces sujets, mais ils ne font pas partie de la pensée économique quotidienne. Il faut du temps et des efforts pour se débarrasser des œillères qui tendent à accompagner l'obtention d'un diplôme en économie.

De plus, les économistes évoluent généralement dans des cercles privilégiés, ce qui influence trop souvent leur vision du monde. À cet égard, la profession semble s'égarer en ce moment, alors que les économistes vont et viennent entre les départements universitaires, les commissions gouvernementales, les institutions de Bretton Woods, les banques d'investissement et les groupes de réflexion commandités. Les conflits d'intérêts abondent et certains instituts de recherche économique sont devenus des extensions virtuelles du secteur des entreprises.

Idéalement, les économistes devraient s'engager non seulement auprès des institutions privilégiées, mais aussi auprès des organisations de citoyens, des mouvements populaires et du grand public. Certains le font, mais il y a de la place pour plus."

La photo ci-dessus montre Amélia Araújo et son équipe en train d'enregistrer l'Assemblée nationale du peuple dans la région libérée de Madina de Boé en 1973. Ils amplifient les voix des mouvements.

Comme d'habitude, nous sommes impatients d'avoir de vos nouvelles (et de vous faire visiter notre **site Web**, où vous pouvez trouver les bulletins, dossiers et documents de travail antérieurs). N'hésitez pas à nous contacter.

Chaleureusement,

Vijay.

PS: L'image ci-dessous est un portrait de Yaa Asantewaa (1840-1921), la reine mère anti-impérialiste dans l'empire Ashanti (le Ghana actuel) qui est morte le 17 octobre 1921. En 1900, elle mena la rébellion contre le colonialisme britannique pendant ce qui est appelé la "Guerre du trône d'or". Elle déclara: "Je dois vous le

dire: si vous, les hommes d’Ashanti, n’allez pas vous battre, alors nous le ferons nous-mêmes. Nous, les femmes, allons le faire. Nous résisterons les hommes blancs. Nous nous battons jusqu’à ce que la dernière parmi nous tombe sur le champ de bataille.”

**Traduit par Alexandre Bovey*

